

Joseph Dorembus « Joseph (Iosel) Warszawski » (1905-1944)

Né en Pologne à Zyrardow, dans une famille ouvrière. Très jeune, il refuse la misère et les persécutions policières et devient un militant syndicaliste. Mais il est contraint de quitter son pays, arrive à Paris, reprend ses activités et ne tarde pas, sous le nom de Warszawski, à devenir l'un des syndicalistes les plus populaires au sein de la commission intersyndicale juive. Il insiste sur la nécessaire adhésion des ouvriers immigrés aux syndicats et impulse les grèves de Juin 1936 dans les sections juives de la CGTU.

Quand survient la guerre, il s'engage, est fait prisonnier puis libéré mais continue la lutte syndicale clandestinement. Dans le cadre du réseau Solidarité, il organise en particulier les secours aux familles des victimes des rafles de mai 1941. Le 20 février 1943, il est arrêté à son domicile parisien ainsi que sa femme Pola militante elle aussi. Déportés tous les deux en mars 1943 (convoi 49) à Auschwitz, Pola est assassinée dès son arrivée. Joseph est lui réquisitionné à cause de sa force physique pour faire partie

du "sonderkommando", ces déportés en faible sursis, contraints de sortir des chambres à gaz les cadavres nus, de trier vêtements, dents en or, cheveux puis de les jeter, dans le bruit infernal des flammes, dans les fours crématoires.

Refusant la passivité, dans l'enfer de la Solution finale, Joseph Warszawski et Jacques Handelsman, en liaison avec le Comité international de la Résistance du camp, organisent la révolte des membres du sonderkommando en octobre 1944. Grâce aux "rouleaux d'Auschwitz", manuscrits écrits nuit après nuit, et enterrés dans la glaise des crématoires, on sait que c'est au cours de cette révolte que Joseph Dorembus est tombé héroïquement et que Jacques Handelsman, capturé a été exécuté.

EDITORIAL

OU EN SOMMES-NOUS ?

en cette rentrée de septembre 2016, où en sommes-nous de nos deux grands projets, le musée virtuel et le film ?

Concernant le musée, nous avons présenté en novembre dernier nos travaux en cours au Conseil Scientifique du Musée de la Résistance nationale. La rédaction du texte du parcours guidé est maintenant terminée. Une scénariste et un historien y ont grandement participé. Notre commission archives rédige les biographies et travaille sur l'iconographie nécessaire pour terminer les salles de ce parcours. Une stagiaire archiviste a inventorié un grand nombre de documents dans les musées et nous a ouvert des pistes de recherche mais tout nouveau document inédit d'ordre familial, privé, nous est précieux. Alors ?

Vous ou vos amis ? Tout ce qui touche à la grande famille des juifs progressistes nous est utile tant pour le parcours guidé que pour le centre de documentation. L'enrichissement de notre fonds et notre efficacité dépendent de vous.

La reprise, par une nouvelle équipe du film, que vous avez vu le 28 janvier 2014 est en bonne voie. Nous en avons redéfini le contenu à partir des entretiens avec les résistants. Nous espérons vous le présenter bientôt officiellement. Nous maîtrisons les objectifs et les contenus de nos projets mais non les moyens nécessaires à leur réalisation. D'importantes contraintes financières font obstacle à notre volonté. Nous continuons bien entendu nos démarches pour de nouvelles subventions mais vous êtes notre soutien essentiel. Adhérer, réadhérer,

trouver de nouveaux soutiens autour de vous et participer à notre souscription permanente - vous avez déjà fait preuve d'une grande générosité - tout cela nous permettra de mener à bien nos projets.

Nous ne cessons de répéter que par notre travail de transmission nous voulons témoigner de l'actualité du combat des Résistants que nous honorons. A une époque où le racisme, sous toutes ses formes, s'exprime si activement et brutalement, où sont remises en cause l'égalité, la liberté, la solidarité pour lesquelles de très nombreux résistants ont fait le sacrifice de leur vie, nous voulons continuer à défendre ces valeurs par le combat de la mémoire, force morale et politique agissante.

Le Bureau de MRJ-MOI

Merci à tous ceux qui ont songé ou songent à (ré)adhérer à l'Association ou se (ré)abonner à La Lettre.
Merci pour vos dons plus que jamais nécessaires et urgents pour mener à bien toutes nos actions.

1936 – 2016

80^{ème} anniversaire du Front populaire

Nous consacrons donc notre Lettre à cette thématique et avons sollicité deux historiens majeurs.

L'un Serge Wolikow, licencié de philosophie, agrégé d'histoire, docteur d'Etat, est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne. Ses

travaux portent sur l'histoire politique du monde ouvrier, l'histoire de la résistance et sur les archives du 20^{ème} siècle.

L'autre Ralph Schor, est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Nice Sophia Antipolis. Ses travaux portent essentiellement sur l'histoire de

l'immigration, de l'antisémitisme et des années 1930 en France et plus récemment sur l'identité et la nation française. Ils ont l'un et l'autre publié des livres sur leurs recherches.

Le Front populaire un moment historique

Serge Wolikow

Le Front populaire est souvent confondu avec une date, 1936, voire réduit aux accords de Matignon ou aux grèves massives qui les ont accompagnés. En fait, il se définit d'abord par un mot d'ordre inventé dès octobre 1934, proposé par les communistes à des alliés socialistes et à d'autres partis tels que les radicaux, qui participent alors à un gouvernement de droite.

Une séquence historique qui s'étend sur plusieurs années

Ce mot d'ordre s'inscrit dans la lutte contre le fascisme et dans la lutte politique en France après l'expérience désastreuse de la gauche de gouvernement en 1932. C'est également après l'arrivée du nazisme au pouvoir en Allemagne en 1933 dans ce pays où le mouvement ouvrier était puissant mais divisé. Les communistes opèrent alors un revirement tactique : ils proposent dès juillet 1934 une alliance aux socialistes avec des objectifs intermédiaires de revendications sociales, et de défense de la démocratie parlementaire et de la République. Le mot d'ordre, "le Front populaire pour le pain, la liberté, la paix" est validé par la victoire électorale, aux municipales en 1935 puis aux élections législatives en mai.

De même que ce Front populaire est le fruit d'une construction, de même il se déconstruit par étapes. On parle encore de Front populaire jusqu'en 1938, alors que les socialistes ont quitté la direction

du gouvernement dès 1937, que la majorité parlementaire reste fragile et que le gouvernement d'Edouard Daladier prend des dispositions contraires au programme pour lequel les radicaux se sont aussi engagés. On peut dater sa dislocation à l'automne 1938, avec la division autour des accords de Munich et ce qui se joue lors de la très forte grève générale le 30 novembre 1938, à laquelle appelle la CGT, à la fois contre les accords de Munich et pour défendre les acquis du Front populaire mais le gouvernement fait alors intervenir l'armée pour briser la grève et entreprend une chasse contre les syndicalistes. Le Front populaire est brisé quatre ans après la formulation du mot d'ordre.

Pour autant, le Front populaire reste une référence et va revivre dans la réflexion et le programme du Conseil national de la Résistance qui, à cinq ans de distance, en tire les leçons, notamment celles de ses insuffisances. C'est sans doute en partie ce qui explique sa pérennité à travers les réformes de la Libération.

Le Front populaire a ouvert une période de transformations marquées par la mise

en place de politiques publiques impliquant des législations sociales, une politique de la culture, du sport. Traduisant les idéaux de forces sociales, partis, syndicats, associations, exprimant des attentes d'un mouvement ouvrier à la fois l'initiateur et porteur. En mai juin 1936 les grèves qui se généralisent révèlent l'impatience des salariés de voir se réaliser les engagements pris à

l'occasion des élections. Le monde du travail, le monde ouvrier, jusqu'alors aux marges de la vie sociale et institutionnelle, peut participer à des élections de délégués. Pour la première fois, les femmes, les étrangers votent pour élire des délégués du personnel. C'est aussi un moment où la classe ouvrière prend conscience d'elle-même, de façon positive, en tant qu'élément de la vie sociale et de la société, où la référence ouvrière s'affirme.

Que reste-t-il du Front populaire ?

Il y a d'abord un héritage perçu, transmis, dans les familles, par ceux-là mêmes qui ont été ses acteurs... C'est le souvenir de luttes victorieuses face à tant de luttes sociales associées à des défaites, ou à des contextes de reculs sociaux, économiques. L'expérience du Front populaire est au contraire liée à des progrès sociaux. Son image est aussi associée à des formes de dignité, de morale, de joie, qui réconcilient la lutte et l'intérêt général, la lutte comme élément fondateur d'une certaine sociabilité. Mais l'héritage le plus profond n'est pas identifié. Il en va ainsi des conventions collectives et du contrat de travail. Sans les débats et les mobilisations autour de la loi travail, l'immense majorité de la population n'aurait pas connu aujourd'hui l'importance des lois de 1936 à ce sujet. Il en est de même des élections professionnelles ou bien du fait que sont alors définies les qualifications professionnelles, y compris des cadres, techniciens, ouvriers qualifiés, reconnues et entérinées dans les conventions collectives. Une grande partie du droit du travail, esquissé pour une part durant le Front populaire a été repris et développé à la Libération.



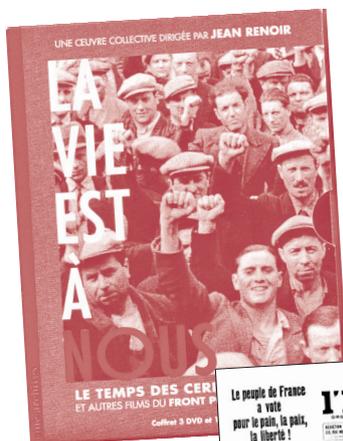
Il convient d'évoquer ce moment historique dans toute sa complexité, sa richesse historique, sans se limiter soit aux accords de Matignon, soit aux grèves. S'y associe notamment la lutte antifasciste, pour la démocratie, contre le racisme et la xénophobie. Mais le Front populaire s'accompagne de compromis majeurs, comme par exemple sur le droit de vote des femmes, qui pourtant participent activement aux luttes, ou sur la réforme des institutions, ou encore les droits des peuples colonisés.

Il invite aussi à réfléchir à la manière de combattre dans les milieux populaires le désespoir et la fascination pour les extrêmes droites qui se présentaient alors comme porteuses de "valeurs" d'identité nationale, de fermeture à l'égard des autres peuples et de l'immigration...

Le Front populaire a empêché la victoire du fascisme en France. Et pour cela il a repris les thématiques de la Révolution française et d'une République sociale et pas seulement parlementaire, dans la tradition de la Commune de Paris. Les manifestations les plus puissantes sont d'ailleurs celles du 24 mai 1936, qui rassemblent un million de personnes au mur des Fédérés.

La dynamique du Front populaire modifie les rapports de force au sein du mouvement ouvrier de la gauche : la réunification de la CGT, en 1936, se fait en faveur des "réformistes", mais dans les grèves et le mouvement social, c'est le courant de la CGTU qui s'affirme, tout en intégrant le syndicalisme de masse, et de service.

Les effectifs de la CGT passent de 700 000 en mars 1936 à plus de 4 millions d'adhérents à la fin de l'année. Parallèlement le PCF quadruple ses effectifs de 80 000 à 320 000 dépassants la SFIO qui en reste à 200 000 adhérents.



Les acquis du Front populaire

L'expérience gouvernementale du Front populaire avec Léon Blum qui l'incarne c'est bien sûr d'imposantes réformes sociales soutenues par le puissant mouvement gréviste mais c'est aussi la

faiblesse des dispositions économiques ce qui entrave le projet social lui-même. Le gouvernement de Front populaire n'a pas eu la main sur les finances, la redistribution des richesses, faute d'avoir réalisé la réforme fiscale et le contrôle des changes prévu dans le programme électoral. En juin 1937 Léon Blum démissionne un an après son arrivée au pouvoir alors que le Sénat hostile au Front populaire lui refuse les moyens financiers nécessaires. Il reste que les réformes du Front populaire ont esquissé dans le domaine de la culture, du sport, des loisirs les contours d'une démocratisation de la vie sociale qui a irrigué les évolutions positives ultérieures

L'expérience du Front populaire invite à réfléchir à la façon de ne pas désertier le champ du politique et du culturel.

Quatre-vingts ans plus tard il importe pour les historiens et les citoyens de revenir sur cette séquence si particulière de l'histoire nationale. La connaissance de cet épisode historique s'avère importante, d'autant que les témoins ont disparu. Or, il s'agit de l'histoire du monde du travail et du mouvement ouvrier, constitutive de son évolution mais souvent escamotée. Il est nécessaire d'y revenir pour permettre la transmission de cette connaissance fondamentale pour la formation des nouvelles générations, de militants du progrès social et de la démocratie.

Le Front populaire et l'immigration

Ralph Schor

En 1936, en France un effectif de 3 millions de personnes réfugiés politiques et surtout des travailleurs forment 7% de la population totale (recensement 1931). Parmi eux des Juifs d'Europe de l'Est, des Allemands réfugiés fuyant le régime nazi et des ressortissants de bien d'autres pays, Espagne, Italie, Belgique, des réfugiés arméniens et russes.

Quelle part ont-ils prise dans les événements de l'été 1936 et quelle place leur a faite le gouvernement du Front populaire ?



Situation démographique de la France en 1936 et réglementation relative à l'immigration

Dans les années 1930, la situation démographique de la France, mauvaise depuis des décennies, s'effondra encore. Le taux de natalité, 14,6 pour mille, était le plus bas des grands pays modernes. La mortalité reculait, mais, de 1935 à 1939, les décès l'emportèrent en nombre sur les naissances. Ainsi la population française n'assurait plus son remplacement

naturel. La population totale passa cependant de 40,7 millions en 1926 à 41,8 en 1936, mais cet accroissement était dû à l'immigration.

L'immigration, qui fournissait la main-d'œuvre nécessaire à l'économie nationale, prit un essor considérable. Quelque 3 millions d'étrangers, soit 7% de la population totale, furent recensés en 1931. Au sortir de la Grande Guerre, l'Etat détenait le monopole du recrutement. Mais la majorité conservatrice élue en 1919 voulut privilégier l'initiative privée. L'Etat se borna désormais à négocier des traités de travail avec les pays fournisseurs de main-d'œuvre, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, traités assurant un principe fondamental,

l'égalité de traitement entre travailleurs nationaux et étrangers. Mais ce fut une entreprise privée, la Société Générale d'Immigration, dépendant du grand patronat, qui assura l'essentiel des tâches de recrutement, de sélection et d'acheminement des immigrés. Elle réalisa ainsi des profits importants.

Le rôle des étrangers dans les événements de 1936 et les réactions de l'extrême droite

Les étrangers jouaient traditionnellement un rôle politique effacé, soit que, originaires de pays où ils étaient dominés par les autorités traditionnelles, ils n'eussent pas de conscience de classe, soit qu'ils fussent rendus prudents par la peur d'un renvoi de l'entreprise ou d'une expulsion du territoire français. Mais, durant les grandes grèves de 1936, enhardis par l'exemple de leurs camarades français et par l'absence de répression, ils sortirent de leur habituelle réserve. La gauche se réjouit de ce renfort. Dans *Le Peuple*, quotidien de la CGT, Ernesto Caporali remarqua plus tard : "Les ouvriers étrangers n'ont pas été remorqués. Bien souvent ils ont été à la pointe du combat" (6 décembre 1936). L'écrivain communiste Jean Fréville, dans son roman *Pain de brique* (1937) mit en scène un ouvrier polonais convainquant ses camarades de cesser le travail.

Contrairement au grand public qui ne sembla pas avoir particulièrement remarqué le rôle des étrangers, l'extrême droite attribua aux nouveaux venus une responsabilité centrale. A en croire les extrémistes, les immigrés, surtout les juifs et des agents envoyés par l'URSS, étaient les chefs d'orchestre des troubles sociaux. Plus tard, Lucien Rebatet évoqua avec horreur le 14 juillet 1936 : "De monstrueuses familles de youtres berlinois remontaient les Champs-Élysées au cri de Fife lé Vront Bobulaire" (*Les Décombres*, 1942, p. 40). Henri Béraud notait dans *Gringoire* que les manifestants "n'ont ni le parler ni la figure de chez nous" (7 août 1936). Le fascisant *Ami du Peuple* garantissait que des agents arrivés

d'Espagne, d'Allemagne et de Russie avaient "harangué les ouvriers (...), provoqué la grève et organisé les piquets de surveillance" (6 juin 1936). Georges Ollivier concluait : "Je n'ai jamais vu comme en juillet 1936 combien le métèque était roi en France" (*Revue européenne des sociétés secrètes*, 1^{er} avril 1938).

Mesures prises par le Front Populaire à l'égard des étrangers

La victoire de la gauche unie aux élections législatives de 1936 et la formation du gouvernement Blum éveillèrent beaucoup d'espoirs chez les immigrés et leurs défenseurs. De fait la nouvelle majorité affichait des dispositions favorables, par exemple en critiquant vivement les patrons qui, pour se venger, renvoyaient parfois les syndiqués et les grévistes. Le gouvernement prit quelques mesures montrant ses bonnes intentions : ratification de la convention de Genève du 28 octobre 1933 accordant le bénéfice du passeport Nansen aux apatrides, création d'un certificat de nationalité pour les réfugiés politiques allemands, ralentissement



des rapatriements forcés de chômeurs étrangers et des expulsions pour raisons politiques, instructions demandant aux fonctionnaires de se montrer compréhensifs à l'égard des immigrés.

Ainsi un climat nouveau semblait s'instaurer. Mais les mesures adoptées, ponctuelles, ne faisaient que réparer des injustices criantes. En fait les étrangers attendaient des réformes plus amples, notamment la définition d'un statut juridique précisant leurs droits : assimilation aux Français en matière de prestations, liberté du travail, droit de vote

pour l'élection des prud'hommes et des représentants des salariés, reconnaissance des libertés essentielles, garantie solennelle du droit d'asile, faculté de se défendre dans les procédures d'expulsion, facilités nouvelles pour la naturalisation... Mais rien de tel ne fut décidé. De manière significative, *Le Populaire*,

quotidien du Parti socialiste SFIO, célébrant dans son numéro spécial du 4 juin 1937 l'œuvre du gouvernement Blum, après un an de pouvoir, ne mentionna aucune mesure favorable aux étrangers. Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste, énumérant, le 11 juillet 1936, les catégories sociales en faveur desquelles le parti luttait, ne mentionna pas la main-d'œuvre immigrée. Certains dirigeants de la CGT, apparemment défavorables à l'adhésion massive des étrangers aux syndicats, protestèrent contre "cette intrusion des étrangers dans le mouvement syndical français" (*Le Peuple*, 25 juin 1936). Les associations de défense des immigrés se plaignirent de ce que l'administration fût peu pressée d'appliquer certaines des quelques dispositions prises au bénéfice des hôtes de la France. Le gouvernement continua à contingenter sévèrement l'emploi des immigrés et à expulser des individus s'impliquant dans la vie politique du pays d'accueil. Dans ces conditions, les étrangers ne cachèrent pas leur déception, voire leur colère. Le syndicaliste Ernesto Caporali déclara que l'union de la gauche avait représenté pour les étrangers "la plus amère des désillusions" (*Le Peuple*, 15 avril 1938). De fait, pour le Front Populaire, absorbé par des urgences de politique intérieure et extérieure, l'immigration ne constituait pas une priorité.

